



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU VAR
236, Boulevard du Maréchal Leclerc
CS 90008
83097 – TOULON CEDEX

**ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS D'ENTRETIEN, MODIFICATION ET DEPANNAGE DES INSTALLATIONS
ELECTRIQUES DU PARC IMMOBILIER DE LA CCI DU VAR**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Marché passé en application des articles R.2123-1, R.2123-4, R.2123-5, R.2162-2 et R.2162-3
du code de la commande publique

Le présent CCAP comprend 19 feuillets numérotés de 1 à 19

Table des matières

CHAPITRE I – GENERALITES	3
ARTICLE 1 – OBJET ET FORME DE L'ACCORD-CADRE	3
ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	3
ARTICLE 3 – RESPONSABILITE ET ASSURANCES	4
ARTICLE 4 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	4
CHAPITRE II – PRIX ET REGLEMENTS DES COMPTES	6
ARTICLE 5 – PRIX	6
ARTICLE 6 – VARIATION DE PRIX	7
ARTICLE 7 – MODALITES DE FACTURATION	7
ARTICLE 8 – RETENUE DE GARANTIE	8
ARTICLE 9 – AVANCE	8
CHAPITRE III – EXECUTION DE LA PRESTATION	9
ARTICLE 10 – NATURE DE LA PRESTATION	9
ARTICLE 11 – DUREE DE L'ACCORD-CADRE – DELAIS D'EXECUTION – PENALITES	9
ARTICLE 12 – MODALITE DE PASSATION DES COMMANDES - MARCHES SUBSEQUENTS	10
ARTICLE 13 – CALENDRIER D'EXECUTION DES PRESTATIONS	11
ARTICLE 14 – DOCUMENTS ECRITS A REMETTRE PAR LE TITULAIRE ET DELAIS DE REMISE DES DOCUMENTS PAR LE TITULAIRE	11
ARTICLE 15 – DELAIS DE GARANTIE	12
ARTICLE 16 – ORGANISATION DU TRAVAIL	12
ARTICLE 17 – SOUS-TRAITANTS ET AUTRES REPRESENTANTS DU TITULAIRE	12
ARTICLE 18 – SUJETIONS RESULTANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	13
ARTICLE 19 : NORMES	13
ARTICLE 20 – MESURES DE SECURITE ET DE SURETE	13
ARTICLE 21 – CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	14
CHAPITRE IV – CONSTATATIONS DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	16
ARTICLE 22 – VERIFICATIONS / RECEPTIONS	16
CHAPITRE V – RESILIATION DU MARCHE – DISPOSITIONS DIVERSES	17
ARTICLE 23 – RESILIATION	17
ARTICLE 24 – EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	17
ARTICLE 25 – LITIGES	17
ARTICLE 26 – DISPOSITIONS DIVERSES	17
ARTICLE 27 : CLAUSES DE REEXAMEN / AVENANT DE TRANSFERT	18
ARTICLE 28 : EXCLUSIONS DU PERIMETRE DE L'ACCORD-CADRE	18
ARTICLE 29 : RECOURS A LA PROCEDURE NEGOCIEE POUR LA REALISATION DE PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES ET/OU SIMILAIRES	19
ARTICLE 30 – DEROGATIONS AU CCAG FCS	19

ARTICLE 1 – OBJET ET FORME DE L'ACCORD-CADRE

1.1 OBJET DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre porte sur la réalisation de prestations d'entretien, modification et dépannages des installations électriques du parc immobilier de la CCI du Var.

La CCI du Var dispose de plusieurs sites répartis sur l'ensemble du Département.

Les caractéristiques techniques des prestations sont définies au Cahier des Clauses Techniques Particulières.

1.2 DECOMPOSITION EN LOTS

Le présent accord-cadre n'est pas alloti.

ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

L'accord-cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement et ses annexes,
2. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), dont l'exemplaire conservé dans les archives de la CCI du VAR fait seul foi,
3. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), dont l'exemplaire conservé dans les archives de la CCI du VAR fait seul foi,
4. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services approuvés par arrêté du 30 mars 2021 (CCAG FCS),
5. Les bordereaux de prix complémentaires des marchés subséquents,
6. Les bons de commande,
7. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché
8. Les normes, DTU, avis techniques applicables aux prestations ainsi que les textes réglementaires en vigueur durant l'exécution,
9. L'offre technique du titulaire fournie à l'appui de son offre,

En cas de contradiction entre les différentes pièces contractuelles, il sera fait application du document ou de l'interprétation la plus favorable au pouvoir adjudicateur.

Le présent accord-cadre constitué des documents contractuels définis ci-dessus exprime l'intégralité des obligations des parties. Les dispositions du présent accord-cadre prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre la CCI du VAR et le titulaire préalablement à la signature du présent marché.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent accord-cadre.

Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

ARTICLE 3 – RESPONSABILITE ET ASSURANCES

Le titulaire de l'accord-cadre devra être titulaire d'assurances garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers, des usagers et de la personne publique en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution. La garantie devra être suffisante et du montant maximal possible sur le marché de l'assurance pour les dommages corporels.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG FCS, il devra pour ce faire produire les attestations d'assurances au plus tard huit jours après réception de la notification du présent accord-cadre, conformément à l'article 13 du présent CCAP.

Le règlement des primes d'assurances devra être justifié à la CCI du VAR chaque année pendant la durée de l'accord-cadre. Le titulaire devra adresser à la CCI du VAR une copie de l'attestation d'assurance, au maximum quinze (15) jours après l'échéance de la police en question.

ARTICLE 4 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

4.1 – RESPECT DES OBLIGATIONS RESULTANT DES LOIS ET REGLEMENTS RELATIFS A LA PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET AUX CONDITIONS DE TRAVAIL

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

Le titulaire doit aviser ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables. Le titulaire reste responsable du respect de celles-ci.

Si le titulaire ne respecte pas les obligations du présent article, il s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 21-1 du présent CCAP.

4.2 – HYGIENE

Le titulaire devra respecter les lois et règlements en vigueur, relatifs à l'hygiène et à la sécurité et satisfaire aux prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux interventions d'entreprises extérieures conformément au décret n°92-158 du 20 février 1992. Il respecte les plans de prévention dûment établis par ses soins, en coordination avec la CCI du VAR, avant tout commencement d'exécution de la prestation.

4.3 – TRAVAILLEURS ETRANGERS

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, en vertu des dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

4.4 – TRAVAILLEURS D'APTITUDES PHYSIQUES RESTREINTES

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes physiques restreintes et leurs rémunérations par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché devra être conforme à la réglementation en vigueur.

4.5 – LISTE NOMINATIVE DU PERSONNEL

Le titulaire de l'accord-cadre devra soumettre à la CCI du VAR, lors de la mise au point de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution des prestations, la liste nominative du personnel affecté à l'exécution du présent accord-cadre ainsi que le nom, la qualité et les coordonnées du personnel d'encadrement responsable de l'exécution des prestations.

Cette liste devra être tenue à jour et faire mention des modifications qui peuvent intervenir dans la composition du personnel, notamment si un salarié cesse ou commence son travail. En tout état de cause, les qualifications du personnel proposé devront être en rapport avec la technicité des prestations considérées.

4.6 – VETEMENTS DE TRAVAIL

Tout le personnel du titulaire affecté à l'exécution du présent accord-cadre, devra porter une tenue de travail propre et correcte, éventuellement de protection, en vigueur dans son entreprise et, y compris pour le personnel d'encadrement, l'insigne spécifique de son entreprise. Tout salarié du titulaire non revêtu de son vêtement de travail, sans insigne ou dans une tenue négligée ne sera pas admis à l'exécution de la prestation.

4.7 – COMPORTEMENT DU PERSONNEL

Le personnel de l'entreprise devra faire preuve de la plus grande correction.

CHAPITRE II – PRIX ET REGLEMENTS DES COMPTES

ARTICLE 5 – PRIX

Le prestataire s'engage à réaliser l'objet de l'accord-cadre moyennant les prix indiqués au Bordereau des Prix Unitaires (annexe n°1 de l'acte d'engagement) ou résultant des marchés subséquents.

Les prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées.

Partie à bons de commande :

Les prestations telles que définies à l'article 4 du CCTP seront réglées par application des montants figurant au Bordereau des Prix Unitaires (annexe n°1 à l'acte d'engagement).

Partie à marchés subséquents :

Tout besoin non prévu au Bordereau des Prix Unitaires et en lien avec l'objet de l'accord-cadre et ne le modifiant pas substantiellement fera l'objet d'un marché subséquent qui précisera les caractéristiques du besoin attendu et ses modalités d'exécution. Les marchés subséquents s'exécuteront par bons de commande.

Les prix indiqués dans le Bordereau de Prix Unitaires (annexe n°1 au présent acte d'engagement) forment pour le titulaire le référentiel de prix pour les marchés subséquents passés sur le fondement du présent accord-cadre.

Les fournitures ou prestations seront réglées par application des prix figurant dans l'offre remise par le titulaire au titre du marché subséquent.

Les prix sont établis nets et hors taxes et comprennent toutes les fournitures de matière et de main d'œuvre, les frais de déplacements, indemnités, locations, tous frais généraux, les faux frais, impôts, taxes, redevances, cotisations, etc. et d'une façon générale, toutes dépenses nécessaires au complet et parfait achèvement des prestations spécifiés dans les documents contractuels ainsi que les frais annexes. Ces prix tiennent compte également de toutes les sujétions et circonstances d'ordre local et géographique, ainsi que toutes les prestations qui, n'étant pas explicitement spécifiés aux documents contractuels, seraient nécessaires au parfait et complet achèvement des prestations ou conformes aux règles de l'art.

Les frais supplémentaires que le titulaire peut être amené à engager pour l'exécution d'une prestation, frais de déplacement ou de stationnement par exemple, ne sauraient donner lieu à une facturation complémentaire.

En outre, le titulaire est réputé, avant la remise de son offre :

- avoir pris connaissance de tous les éléments du dossier de consultation des entreprises,
- avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier de consultation des entreprises et s'être assurée qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, tant en qualité qu'en nature, en prenant le cas échéant les renseignements complémentaires et utiles auprès de la CCI du Var,
- avoir apprécié toutes les conditions relatives à l'exécution des prestations et s'être parfaitement rendu compte de leur nature, de leur importance, de leurs particularités et des sujétions qu'elles imposent, en procédant à une visite des sites concernés
- avoir apprécié toutes les conditions relatives à l'exécution de la prestation et s'être parfaitement rendu compte de leur nature, de leur importance, de leurs particularités et des sujétions qu'elles imposent.

Il ne pourra arguer d'une erreur ou d'une omission dans les pièces du dossier de consultation pour prétendre à une réclamation postérieurement à la notification du présent accord-cadre.

ARTICLE 6 – VARIATION DE PRIX

Par dérogation à l'article 10.1 du CCAG/FCS, l'accord-cadre est établi aux conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres (m_0).

Les prix sont indiqués l'annexe n°1 à l'acte d'engagement (Bordereau de prix Unitaires).

Les prix sont révisables annuellement à la hausse comme à la baisse à la date de reconduction de l'accord-cadre (date anniversaire de la notification).

L'indice retenu pour apprécier l'évolution du coût des prestations du présent accord-cadre, est le suivant :

Index	Définition
ICTrev-TS	Salaires, revenus et charges sociales - Coût de la main d'œuvre et du travail - Indices du coût horaire du travail révisé - Tous salariés (ICTrev-TS) - Indices mensuels - Industries mécaniques et électriques (NAF 25-30 32-33) - Base 100 en 2008 – Identifiant 001565183.

Les prix de base sont révisés par application de la formule suivante :

$$P = P_0 (0,15 + 0,85 \frac{ICTrev-TS_n}{ICTrev-TS_0})$$

Dans laquelle :

P = prix révisé HT de la prestation

P₀ = prix initial HT réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m_0 , soit le mois de la date limite de réception des offres.

ICTrev-TS_n = valeur du dernier indice connu à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre.

ICTrev-TS₀ = valeur de l'indice de référence prise au mois m_0 (soit le mois de la date limite de réception des offres).

Les prix ainsi révisés sont fermes pendant une période d'une année. Les nouveaux prix ainsi définis s'appliquent uniquement aux nouvelles commandes ou prestations émises postérieurement à la date anniversaire de notification du marché et sur la période d'exécution concernée (12 mois).

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

La demande de révision devra parvenir à la CCI du Var, par tous moyen à la convenance du titulaire.

Le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant approuvera le prix ainsi modifié. En cas d'erreur de la part du titulaire, elle lui notifie sans délai cette erreur. Celui-ci procède alors à la modification du prix.

En cas de disparition d'un indice, la CCI du Var pourra lui substituer l'indice le plus proche, soit par son objet, soit par application des préconisations des pouvoirs publics. En cas de désaccord, le titulaire produit un mémoire de réclamation dans les quinze jours en précisant l'indice qu'il souhaite voir utilisé. Si le désaccord persiste, les parties conviennent d'une clause de rendez-vous au terme duquel un avenant sera établi. Si les parties ne parviennent pas à s'entendre, l'indice général des prix sera substitué à l'indice disparu.

En l'absence de demande du titulaire, le bordereau de prix de l'accord-cadre resteront applicables.

ARTICLE 7 – MODALITES DE FACTURATION

Le paiement des sommes dues par la CCI du Var s'effectuera après service fait selon les règles de la Comptabilité Publique. Le mode de règlement est le virement bancaire.

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront réglées sur les prix stipulés dans l'acte d'engagement et ses annexes et/ou dans les marchés subséquents.

Le délai de paiement est de 30 jours au plus tard à compter de la réception de la facture.

Le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement ou l'échéance prévue au contrat et donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires, est fixé à 40 €.

L'ordonnateur principal des dépenses est le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var.
Le comptable chargé des paiements est le Trésorier de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var.

Remise des factures sous format dématérialisé :

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses co-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat CHORUS PRO.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

-Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

-Par dépôt au format PDF

-Par saisie en ligne dans le portail.

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont pour la CCI du Var :

•Chambre de Commerce et d'Industrie du Var (SIRET : 188 300 016 00014)

•La mention obligatoire du numéro du n° de marché

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut consulter le site internet de la Communauté CHORUS PRO : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/> et/ou poser ses questions via les rubriques « aide » ou « nous contacter » du portail précité.

ARTICLE 8 – RETENUE DE GARANTIE

Sans objet.

ARTICLE 9 – AVANCE

Aucune avance ne sera versée.

CHAPITRE III – EXECUTION DE LA PRESTATION

ARTICLE 10 – NATURE DE LA PRESTATION

Le présent accord-cadre porte sur la réalisation de prestations d'entretien, modification et dépannages des installations électriques du parc immobilier de la CCI du Var.

ARTICLE 11 – DUREE DE L'ACCORD-CADRE – DELAIS D'EXECUTION – PENALITES

11-1 : DUREE DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est conclu à compter de la réception par le titulaire de la lettre portant notification de l'accord-cadre pour une période de quarante-huit (48) mois.

L'accord-cadre pourra également être résilié par l'une des parties dans les conditions fixées au CCAP.

11-2 : DELAIS D'EXECUTION

Les délais d'exécution sont fixés au Cahier des Clauses Techniques Particulières.

11-3 – PENALITES – CLAUSE PENALE

11-3-1 PENALITES

Sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être dus par le titulaire au titre des préjudices occasionnés par ses manquements, les pénalités stipulées au présent article s'appliquent sur décision de la CCI du Var, laquelle peut toujours renoncer à en faire usage ou décider de ne les appliquer qu'en partie. La renonciation totale ou partielle à l'application d'une pénalité n'est pas définitive et n'empêche pas la CCI du Var d'en faire application ultérieurement si le titulaire s'expose à une nouvelle pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, la CCI du Var se réserve le droit de faire application des pénalités définies ci-dessus sans mise en demeure préalable et sans inviter le titulaire à présenter ses observations.

Pénalités pour non-respect des prestations prévues au cahier des charges :

5 % du montant forfaitaire de la prestation par manquement constaté.

Pénalités pour dépassement des délais contractuels :

150 € par jour calendaire de retard dans la prestation de travaux et/ou de dépannage y compris nettoyage du chantier.

Retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution :

100 € par jour calendaire de retard.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG FCS, le montant total des pénalités n'est pas plafonné, aucune exonération de pénalité eu égard à son montant ne sera appliquée.

Ces pénalités seront déduites du montant que la CCI du Var s'est engagée à verser au prestataire en contrepartie de l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre.

11-3-2 –CLAUSE PENALE

Le titulaire est impérativement tenu aux délais et aux obligations contractuelles prévues au présent accord-cadre.

Sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être dus par le titulaire au titre des préjudices occasionnés par ses manquements et des pénalités prévues à l'article 11-3-1, les pénalités stipulées au présent article s'appliquent sur décision de la CCI du Var, laquelle peut toujours renoncer à en faire usage ou décider de ne les appliquer qu'en partie. La renonciation totale ou partielle à l'application d'une pénalité n'empêche pas la CCI du Var de faire application ultérieurement de la pénalité considérée si le titulaire s'expose à une nouvelle pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, la CCI du Var se réserve le droit de faire application des pénalités définies ci-dessus sans mise en demeure préalable et sans inviter le titulaire à présenter ses observations.

En cas de non-respect de l'un quelconque de ses engagements contractuels tels que définis au présent accord-cadre, le titulaire encourt outre la résiliation de l'accord-cadre prévue à l'article 23-1 du présent C.C.A.P, le versement d'une somme équivalente à 5% du montant de l'accord-cadre par manquement constaté. L'application de cette clause ne saurait être interprétée comme une clause limitative de responsabilité du titulaire.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG FCS, le montant total des pénalités n'est pas plafonné, aucune exonération de pénalité eu égard à son montant ne sera appliquée.

Ces pénalités seront déduites du montant que la CCI du Var s'est engagée à verser au prestataire en contrepartie de l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre.

ARTICLE 12 – MODALITE DE PASSATION DES COMMANDES - MARCHES SUBSEQUENTS

12-1 –MODALITES D'ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS

Tout besoin non prévu au Bordereau des Prix Unitaires (BPU), en lien avec l'objet de l'accord-cadre et ne le modifiant pas substantiellement fera l'objet d'un marché subséquent qui précisera les caractéristiques du besoin attendu et ses modalités d'exécution. Les marchés subséquents s'exécuteront par bons de commande.

Les marchés subséquents conclus sur la base du présent accord-cadre seront attribués après consultation du titulaire, sans mise en concurrence complémentaire.

La consultation interviendra lors de la survenance du besoin. Il sera adressé au titulaire, une demande écrite détaillant les prestations attendues et modalités de livraison. Elle se fera par tout moyen, courrier, courriel ou par remise en mains propres. Le titulaire aura l'obligation de répondre à chacune de ces consultations dans les délais imposés.

Il s'oblige à remettre des offres acceptables, régulières et appropriées à l'objet de la consultation et devra se conformer en tous points aux demandes de la CCI du Var sous peine de rejet de son offre.

Il devra présenter des offres financières et techniques au moins aussi avantageuses et qualitatives que les offres présentées lors de la passation de l'accord-cadre. Il peut exceptionnellement motiver des différences de prix correspondant à des prestations spéciales à un marché subséquent, en joignant tous les justificatifs étayant la demande. À défaut, il lui sera demandé de recalculer son offre sur la base du référentiel de prix.

Pour les prestations ne figurant pas au référentiel de prix, le titulaire s'engage à ce que les prix proposés aux services de la CCI du Var n'excèdent pas ceux pratiqués habituellement pour l'ensemble de sa clientèle. La CCI du Var pourra demander au titulaire de justifier ce point.

Les marchés subséquents seront matérialisés sous forme de bons de commande, datés et signés par le représentant du pouvoir adjudicateur.

La nature, quantités et lieux de livraison seront spécifiés sur le bon de commande correspondant.

12-2 – MODALITES DE PASSATION DES BONS DE COMMANDE ET DELAIS D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE

Le service émetteur du besoin enverra une demande au titulaire en détaillant les prestations requises et leurs caractéristiques.

Tous les supports écrits pourront être utilisés : mail, courrier

Les bons de commande seront datés et signés par le représentant du pouvoir adjudicateur désigné à cet effet.

Les bons de commande précisent la nature des prestations, les quantités, les délais et le lieu d'exécution.

Le délai d'exécution des prestations débute à la notification du bon de commande ou à la date d'effet indiquée sur celui-ci.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire concerné dans un délai de cinq jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Toutefois, le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

Les délais d'exécution des prestations à bons de commande seront fixés dans chaque bon de commande au terme d'un accord entre le prestataire et la CCI du Var respectant les délais d'exécution mentionnés à l'article 11-2 du CCAP.

Après échanges entre le prestataire et la CCI du Var, le délai d'exécution des prestations à bons de commande fera l'objet d'une proposition écrite du prestataire qui sera transmise par e-mail à la CCI du Var. Ce délai sera reporté dans le bon de commande émis par la CCI du Var après validation de celle-ci et aura valeur contractuelle.

A défaut de proposition écrite du prestataire matérialisant l'accord avec la CCI dans les 24 heures, la CCI établira le bon de commande avec le délai d'exécution issu des échanges. A réception du bon de commande, le prestataire disposera d'un délai de 24 heures pour contester le délai d'exécution. Passé le délai de 24 heures, le délai d'exécution sera réputé accepté par le titulaire du marché.

ARTICLE 13 – CALENDRIER D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Sans objet.

ARTICLE 14 – DOCUMENTS ECRITS A REMETTRE PAR LE TITULAIRE ET DELAIS DE REMISE DES DOCUMENTS PAR LE TITULAIRE

Désignation des documents	Délais	Articles du CCAP définissant les documents
Attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle	8 jours à dater de la notification du marché	Article 3

Plan de prévention	Avant tout commencement d'exécution de la Prestation	Article 4.2
Liste nominative du personnel affecté à l'exécution du présent marché + nom, qualité et coordonnées du personnel d'encadrement responsable de l'exécution des prestations	Lors de la mise au point du marché et avant tout commencement d'exécution de la prestation	Article 4.5

ARTICLE 15 – DELAIS DE GARANTIE

Les dispositions de l'article 33 du CCAG FCS s'appliquent.

ARTICLE 16 – ORGANISATION DU TRAVAIL

L'organisation du travail devra respecter les dispositions ci-après.

16.1 – EFFECTIFS

Le titulaire du marché devra soumettre à la CCI du VAR, avant tout commencement d'exécution des prestations, la liste nominative du personnel affecté à l'exécution du présent accord-cadre ainsi que le nom, la qualité et les coordonnées du personnel d'encadrement responsable de l'exécution des prestations.

Le titulaire devra appliquer la législation en vigueur pour les modes d'organisation qu'il proposera.

16.2 – ENCADREMENT DU PERSONNEL

Le titulaire devra obligatoirement affecter au site, un agent responsable de l'encadrement et de la discipline du personnel, du mode d'exécution des prestations et, d'une manière générale, de l'application des clauses techniques du CCTP.

Cet agent sera l'interlocuteur privilégié de la CCI du Var pour toutes les questions ou difficultés nées de l'exécution des prestations.

Il sera assisté d'agents en nombre et qualification suffisants pour assurer un encadrement et une surveillance efficaces ; il devra être disponible et joignable à tout moment de manière à intervenir rapidement et devra se rendre aux convocations de la CCI du Var en cas d'insuffisance d'encadrement ou de consignes particulières au personnel en place. Il devra transmettre au personnel en place les remarques et les consignes particulières formulées par la CCI du Var.

16.3 – ACCES AUX LOCAUX

D'une manière générale, le titulaire se conformera au règlement intérieur de chaque établissement concerné et aux obligations particulières régissant l'accès des sites de la CCI du Var. Le règlement particulier lié à chaque site lui sera communiqué en début de l'accord-cadre, ou éventuellement en cours de de l'accord-cadre dans la mesure où des mesures complémentaires seraient prises par la CCI du Var.

ARTICLE 17 – SOUS-TRAITANTS ET AUTRES REPRESENTANTS DU TITULAIRE

Le titulaire est habilité à sous-traiter dans les conditions prévues aux articles R.2193-10 à R.2191-21 du code de la commande publique relatif aux marchés publics, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 euros TTC.

Le titulaire n'est autorisé à sous-traiter les prestations, objet de l'accord-cadre, qu'à la condition d'avoir obtenu de la CCI du Var, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Le titulaire ne peut pas sous-traiter la totalité de l'accord-cadre.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché.

En cas d'accord par la CCI du Var, le titulaire s'engage à ce que ses sous-traitants éventuels et tout autre représentant de sa société se soumettent aux obligations figurant dans le présent CCAP, tant en ce qui le concerne qu'à ses salariés.

Le titulaire est en outre tenu, le cas échéant, au respect des conditions particulières à la sous-traitance.

En cas de non-respect de cette obligation, seront appliquées les sanctions prévues aux articles 11.3 et 23.1 du présent CCAP.

ARTICLE 18 – SUJETIONS RESULTANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

Le titulaire ne pourra se prévaloir, ni pour éluder les obligations de l'accord-cadre, ni pour élever aucune réclamation, des sujétions qui pourront être occasionnées par les activités d'exploitation des sites.

Le cas échéant, la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var pourra à tout moment, être amenée à demander au titulaire la suspension momentanée des prestations sur une zone en travaux.

En cas d'arrêt de travail de son personnel, le titulaire sera tenu d'assurer les prestations définies par la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var, indispensables à la continuité et au maintien du service.

Le titulaire devra respecter les contraintes qui lui seront imposées par la CCI du Var et notamment celles liées à l'exploitation des différents sites.

L'entrepreneur sera réputé avoir pris connaissance de toutes les difficultés d'accès. Il ne pourra prétendre à aucune indemnité ou plus-value du fait de l'exécution simultanée d'autres chantiers.

L'entrée et la circulation des véhicules et matériels s'effectueront conformément au plan de circulation indiqué par la CCI du Var, en cas de modification temporaire d'accès consécutive à des travaux.

ARTICLE 19 : NORMES

Le matériel employé devra être conforme aux normes réglementaires existantes ou à venir. Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre doivent être conformes aux normes ou à d'autres documents équivalents, dont l'ordre de préférence suivant : les normes nationales transposant des normes européennes, les agréments techniques européens, les spécifications techniques communes, les normes internationales, les autres référentiels techniques élaborés par les organismes européens de normalisation ou, lorsque ceux-ci n'existent pas, les normes nationales, les agréments techniques nationaux, ou les spécifications techniques nationales.

ARTICLE 20 – MESURES DE SECURITE ET DE SURETE

20.1 – MESURES DE SECURITE

Le personnel du titulaire devra se conformer et se soumettre aux règles et consignes de sécurité et de sûreté appliquées dans chacun des sites et se soumettre à tout contrôle qui lui sera demandé. Le titulaire devra de même respecter les lois et règlements en vigueur, relatifs à l'hygiène et à la sécurité et satisfaire aux prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux interventions d'entreprises extérieures conformément au décret n°92-158 du 20 février 1992. Il respecte les plans de prévention dûment établis par ses soins, en coordination avec la CCI du Var, avant tout commencement d'exécution de la prestation.

Le titulaire devra répondre des agissements de ses préposés conformément aux règles de droit commun.

Dans le cas où le titulaire ne respecterait pas ces obligations contractuelles, l'accord-cadre sera résilié à ses torts et ne saura donner lieu au versement d'indemnités à son égard.

Ainsi, ne pourront pénétrer et circuler dans l'enceinte d'un des sites de la CCI du Var que les représentants du titulaire dûment habilités par les services de sûreté compétents.

Un badge leur sera remis à cet effet. Ils devront le porter de façon apparente et permanente pendant les périodes de présence sur le site.

Ce badge sera personnel et ne devra en aucun cas être confié à un tiers. En cas de perte ou de vol de ce badge, le salarié du titulaire devra en informer immédiatement un représentant du service de sûreté et le représentant de la CCI du Var.

Toute infraction à cette règle sera de nature à entraîner outre l'application des dispositions coercitives contractuelles, les sanctions pénales applicables par le règlement propre au site ou exécutée la prestation.

Si cet accès leur a été interdit en raison de mesures de sûretés particulières et que les salariés sont dans l'impossibilité d'assurer les prestations objet du marché, ils doivent en informer immédiatement le représentant de la CCI du Var. Dans le cas où le personnel n'aurait pas averti ce représentant, et que la prestation ne puisse être assurée dans les conditions contractuelles du présent marché, les sanctions prévues au présent CCAP seront applicables au titulaire.

20.2 – MESURES DE SURETE PONCTUELLES

De plus, en cas de mise en place d'un dispositif de sûreté propre à un site (vigipirate, vigipirate renforcé, etc,...) ou en vigueur sur l'ensemble du territoire, le personnel du titulaire devra faire preuve d'une vigilance particulière et informer immédiatement les services de sûreté de tout colis suspect.

20.3 – RESPONSABILITES

Le titulaire sera seul responsable des contraventions aux lois et règlements en vigueur.

Le titulaire ne pourra exercer aucun recours contre la CCI du Var en cas de condamnation encourue par lui ou son personnel.

Le titulaire devra veiller à ce que toutes les précautions nécessaires soient prises pour éviter des accidents à son personnel ou à des tiers. Il demeure responsable des accidents qui surviendraient. Le titulaire garantit la CCI du Var de toute action qui serait dirigée contre elle pour des faits de cette nature.

ARTICLE 21 – CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les dispositions de l'article 5 du CCAG FCS s'appliquent.

Le titulaire considère comme strictement confidentiel et couverts par le secret professionnel, toute information, document ou donnée dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion du présent contrat.

Le titulaire s'engage à faire preuve de discrétion professionnelle et à respecter la confidentialité qui s'attache à la réalisation de la prestation ainsi qu'à maintenir secret tout renseignement intéressant la défense nationale.

Il s'engage à maintenir le secret le plus absolu sur toutes les informations qui lui seront fournies et dont il pourrait avoir connaissance dans le cadre des activités qui lui sont confiées. Il demeure tenu par cet engagement au-delà de la remise des prestations.

Chaque partie à l'accord-cadre est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution de l'accord-cadre.

Si le titulaire ne respecte pas les obligations du présent article, il s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 23-1 du présent C.C.A.P.

CHAPITRE IV – CONSTATATIONS DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

ARTICLE 22 – VERIFICATIONS / RECEPTIONS

Les dispositions des articles 27 à 30 du CCAG FCS s'appliquent.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG FCS, la CCI du Var se réserve le droit de procéder aux opérations de vérification sans informer le titulaire de la date ou de la période prévue.

Par dérogation aux articles 28.1, 28.2 et 30.1 du CCAG FCS, le délai imparti à la CCI du Var pour procéder aux vérifications et notifier sa décision est de deux mois. Passé ce délai, la décision d'admission des fournitures ou des services est réputée acquise à dater de la livraison ou de l'achèvement de l'exécution du service.

Point de départ du délai pour les opérations de vérification :

Le point de départ du délai est la date de remise à la CCI du Var des prestations.

En cas de mauvaise exécution des prestations ou d'inexécution de celles-ci, la CCI du Var appliquera les dispositions prévues à l'article 11-3-1 du présent CCAP et en cas de répétition de ces manquements, les sanctions prévues aux articles 11-3-2 et 23.1 du présent CCAP.

CHAPITRE V – RESILIATION DU MARCHE – DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 23 – RESILIATION

23.1 – RESILIATION POUR FAUTE ET EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

Dans le cas où le titulaire ne respecterait pas les obligations contractuelles du présent accord-cadre, la CCI du Var serait en droit de résilier l'accord-cadre de plein droit après mise en demeure effectuée dans les conditions définies à l'article 41.2 du CCAG FCS.

La résiliation sera notifiée au titulaire conformément aux dispositions de l'article 3.1.1 du CCAG FCS.

Elle prendra effet, conformément à l'article 38 du CCAG FCS à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

La résiliation pour faute ne saurait donner lieu au paiement d'indemnités au profit du titulaire et n'exclut pas l'application des sanctions prévues à l'article 11-3-2 du présent C.C.A.P.

La résiliation pour faute ne saurait exonérer le titulaire des pénalités de retard.

Par ailleurs la CCI du Var sera en droit de pourvoir à l'exécution du marché aux frais et aux risques du titulaire conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG FCS.

23.2 – RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

Le pouvoir adjudicateur peut à tout moment, qu'il y ait ou non faute du titulaire, mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre avant l'achèvement de celles-ci, par une décision de résiliation de l'accord-cadre.

Lorsque le pouvoir adjudicateur résilie l'accord-cadre pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant forfaitaire initial hors taxes de l'accord-cadre, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage de 5 %.

ARTICLE 24 – EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Les dispositions de l'article 45 du CCAG FCS s'appliquent.

ARTICLE 25 – LITIGES

Dans le cas où un accord ne pourrait intervenir après une tentative de règlement à l'amiable entre les parties, le litige serait porté devant le tribunal administratif de Toulon.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

ARTICLE 26 – DISPOSITIONS DIVERSES

26.1 – NON VALIDITE PARTIELLE

Si une ou plusieurs stipulations du présent accord-cadre sont tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'une Loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée, étant précisé que les parties pourront d'un commun accord, convenir de remplacer la ou les stipulations invalidées.

26.2 – REFERENCE

Si le titulaire veut user de la référence de la CCI du VAR, il sera tenu d'en demander à celle-ci l'autorisation préalable.

26.3 – ANNEXES AU MARCHÉ

Les annexes à l'accord-cadre en font partie intégrante.

26.4 – LANGUE

Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en langue française.

26.5 - NOTIFICATIONS ET MISE EN DEMEURE :

Toute notification ou mise en demeure adressée au titulaire se fera en application des dispositions des articles 3.1.1 et 3.1.2 du CCAG FCS.

26.6 – MODIFICATION DE LA REGLEMENTATION

Toute modification de la réglementation afférente aux activités exercées ayant des incidences sur les dispositions prévues au présent accord-cadre seront automatiquement prises en compte sans que soit nécessaire la passation d'un avenant sauf si elle entraînait une modification du coût de la prestation.

ARTICLE 27 : CLAUSES DE REEXAMEN / AVENANT DE TRANSFERT

27.1. EVOLUTION DU NOMBRE DE SITE

En cours d'exécution, le nombre de l'ensemble des sites pourrait évoluer en fonction de l'ajout ou de la fin de mission de gestion d'un site confiée à la CCI du Var.

Le Pouvoir Adjudicateur notifiera cette évolution aux titulaires de l'accord-cadre par lettre recommandée avec accusé de réception dans les meilleurs délais.

27.2 CESSIION DU CONTRAT AU PROFIT D'UN NOUVEAU TITULAIRE

Dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire (fusion, acquisition, absorption) à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du contrat et que l'opérateur économique présenté remplit les critères de sélection initiaux.

Dans le cas où l'une des parties souhaiterait céder tout ou partie du contrat, celles-ci conviennent de se rapprocher afin d'envisager les modalités de cette cession et établir un projet d'avenant de transfert soumis à leur accord ultérieur.

ARTICLE 28 : EXCLUSIONS DU PERIMETRE DE L'ACCORD-CADRE

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de traiter hors du présent accord-cadre des besoins exceptionnels par leur complexité ou leurs conditions de mise en œuvre pouvant nécessiter des procédures peu compatibles avec le fonctionnement de l'accord-cadre.

ARTICLE 29 : RECOURS A LA PROCEDURE NEGOCIEE POUR LA REALISATION DE PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES ET/OU SIMILAIRES

En application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, la réalisation de prestations similaires à celle de la présente consultation pourra être exécutée par le même titulaire dans le cadre d'un ou de plusieurs marchés négociés.

ARTICLE 30 – DEROGATIONS AU CCAG FCS

Le présent C.C.A.P déroge à l'article 1.2 du CCAG - FCS. A titre non limitatif, les dérogations aux C.C.A.G.- FCS explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P, sont apportées aux articles suivants :

ARTICLES	C.C.A.P	C.C.A.G. FCS
Documents contractuels	art. 2	art. 4.1
Responsabilités et assurances	art 3	art 9.2
Variation des prix	art. 6	art. 10.1
Pénalités	art. 11.3.1	art. 14.1.1, art 14.1.2, art 14.1.3
Clause pénale	art. 11.3.2	art. 14.1.1, art 14.1.2, art 14.1.3
Vérifications et décisions	art. 21	art. 27.3 ; art 28.1 ; art 28.2 ; art 30.1
Dérogations	art. 30	art. 1.2